

# Mairie de GRABELS

Déclaration Préalable

Pour tout renseignement vous pouvez vous adresser à :

**Mairie de GRABELS**  
1 place Jean Jaurès  
34790 GRABELS  
☎ : 04 67 10 41 00

**A RAPPELER DANS TOUTE CORRESPONDANCE**

Dossier n° : DP 34116 24 M0069  
Déposé le 30/05/2024  
Demandeur : Monsieur AZROUR HATIM  
Adresse des travaux : 31 Rue du Rio  
N° de parcelle : BA0306

Montpellier Méditerranée Métropole  
Service Droit des Sols  
☎ : 04.67.13.69.54  
☎ : 04.67.13.62.06  
Affaire suivie par : Monsieur CACHARD  
François

**Destinataire :**

Monsieur AZROUR HATIM  
31 Rue du Rio  
34790 GRABELS

**URBANISME**  
**AFFICHAGE EFFECTUE**  
**DU 08/11/2024**  
**AU 08/10/2025**

**NON OPPOSITION**  
**GRABELS, LE**  
**LE MAIRE,**

Monsieur,

Par courrier en date du 12/06/2024, je vous ai informé qu'il ne m'était pas possible d'entreprendre l'instruction de votre demande de Déclaration Préalable, enregistrée sous les références portées dans le cadre ci-dessus, car elle était incomplète.

Or, il s'avère que vous ne m'avez pas fait parvenir, dans le délai indiqué, l'ensemble des pièces ou indications manquantes.

**Votre demande fait donc l'objet d'une décision tacite d'opposition en application de l'article R423-39 du Code de l'urbanisme.**

En conséquence, vous trouverez, en retour sous ce pli, votre dossier de demande d'autorisation.

**Nota : J'attire cependant votre attention sur le fait que cette mesure ne doit pas être interprétée comme un accord tacite sur le projet envisagé, étant précisé que si les travaux étaient mis en exécution sans autorisation réglementaire de mes services, vous vous exposeriez à des poursuites pour infraction à la législation (articles L480-1 et suivants du Code de l'urbanisme).**

GRABELS, le 29 OCT. 2024

Pour le Maire par délégation  
L'Adjoint délégué  
Monsieur Jean-Pierre OLIVARES



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de réception. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.